

# International Le référendum britannique sur l'UE

## lalibre.be

**TOUS LES RÉSULTATS EN DIRECT  
ET TOUS NOS ARTICLES  
SUR LE RÉFÉRENDUM**

Ces jeudi et vendredi, suivez en direct le référendum britannique sur notre site et soyez les premiers à prendre connaissance des résultats, commentés par nos experts.

Retrouvez aussi tous nos articles sur le référendum britannique et notre dossier spécial "L'Union est morte, vive l'Union".

*"Il y a là un risque pour le Royaume-Uni très sérieux de ne pouvoir plus accéder au marché unique et à tout ce qui fait l'espace économique européen. Chacun doit bien en prendre la mesure."*

**FRANÇOIS HOLLANDE**

Le président français est partisan d'une ligne dure en cas de retrait du Royaume-Uni.

*"Les responsables politiques et les électeurs britanniques doivent savoir qu'il n'y aura aucune renégociation."*

**JEAN-CLAUDE JUNCKER**

Quelle que soit l'issue du référendum, David Cameron a obtenu en février le maximum de ce que le Royaume-Uni pouvait espérer de ses partenaires, a insisté le président de la Commission mercredi.

## A Bruxelles, on se prépare en silence

■ Malgré une sérénité de façade, la perspective d'un Brexit donne des sueurs froides.

**K** *Keep calm and carry on...* Ne cherchez pas de plan B, officiellement, il n'y en a pas. Même si tout le monde y réfléchit très sérieusement, l'air de rien... Dans les couloirs du Berlaymont, on affiche la sérénité d'un moine bouddhiste méditant en silence devant une pinte de Guinness : "On a toujours dit que la Commission ne se mêlerait pas de la campagne britannique et l'on se tient religieusement à cette ligne."

**Le silence est d'or**

Nul n'ignore le rôle central que devra jouer l'exécutif européen lors des négociations qui suivront le référendum britannique. Si le Royaume-Uni choisit de rester dans la famille européenne, la commissaire belge Marianne Thyssen en charge de l'Emploi et des Affaires sociales se tient prête. C'est elle qui sera à la manœuvre pour traduire en propositions législatives les mesures prévues dans l'accord passé avec le Premier ministre britannique Cameron. Les textes en question sont donc prêts? "Absolument pas", nous assure-t-on la main sur le cœur. "On ne voudrait en aucun cas préjuger des résultats."

Bien, bien... Mais si le Brexit venait à l'emporter, des scénarios d'urgence ont-ils été envisagés? Pas davantage, affirme notre interlocuteur, se bornant à rappeler

que "le traité prévoit une procédure spécifique" (lire ci-contre).

Chefs d'Etat et de gouvernement, fonctionnaires, sherpas et autres diplomates... "Il est évident qu'il y a de nombreux contacts informels, des coups de téléphone qui s'échangent... Tout le monde se parle à Bruxelles", confirment plusieurs sources. "Vu les enjeux, il y a forcément des réflexions en cours, confirme un diplomate belge. "Mais il n'existe certainement pas de plans tout préparés dans un tiroir en fonction de tel ou tel scénario car si cela venait à fuiter dans la presse britannique, ce serait une catastrophe."

Une prudence qui s'est également traduite par un sérieux coup de frein dans l'agenda politique. Les dossiers sensibles susceptibles de créer des contentieux et d'être utilisés par le camp du Brexit ont été mis au frigo ou ne sont évoqués que du bout des lèvres, reconnaît-on tant du côté du Conseil européen que du Parlement. "Ces derniers mois, on s'est montré très prudent quand on négociait et quand on communiquait", confie l'un, citant l'exemple de la demande faite à la Commission de postposer ses propositions de réformes du règlement de Dublin en matière d'asile. "Elle n'en a finalement pas tenu compte, mais lors de la réunion ministérielle, on n'a pas trop soulevé ce point et on ne l'a pas mis en avant dans

les conclusions." "Tout ce qui touche à la libre circulation des personnes ou à la nouvelle stratégie de sécurité et de défense commune a été gelé", corrobore un autre.

Une résidente du Parlement européen enfonce le clou: "Du 'better regulation', on est presque passé à du 'no regulation'". Et de citer en exemple que les discussions sur le budget européen ont été reportées. "Dans notre groupe (les sociaux-démocrates, NdlR) qui a pris position en faveur du maintien du Royaume-Uni, le mot d'ordre est le silence. On veut éviter tout ce qui pourrait être mal interprété", reconnaît-elle.

**Le scénario du pire**

Quel que soit le résultat, les chefs de file des différents groupes politiques ont prévu de se réunir dès 8h ce vendredi, au lendemain du référendum. L'occasion de définir la ligne du Parlement européen. Un message que le président de l'hémicycle, l'Allemand Martin Schulz, fera ensuite entendre lors de la réunion programmée le même jour avec ses homologues de la

Commission et du Conseil européen, Jean-Claude Juncker et Donald Tusk.

Le Conseil des affaires générales du vendredi sera également l'occasion pour les ministres et les ambassadeurs des Vingt-huit de faire un point sur la situation. En cas de Brexit, le week-end qui suit sera sans nul doute studieux.

Car l'inquiétude s'est installée ces dernières semaines, au fil des sondages

**Officiellement  
il n'y a pas  
de "plan B".  
Même si tout  
le monde y  
réfléchit...**

montrant que les partisans de la rupture pourraient bien sortir victorieux de cette consultation populaire à haut risque pour le futur de l'Union. Ainsi Donald Tusk est-il récemment sorti de sa réserve en déclarant qu'en cas de Brexit, la "civilisation occidentale" serait menacée. Rien de moins. Le président de la Commission, Jean-Claude Juncker, évoquait pour sa part un "acte d'automutilation" ce mardi. Selon le site Politico, de hauts responsables européens s'interrogent ouvertement sur la possibilité de voir le Royaume-Uni occuper comme prévu le siège de la présidence tournante du Conseil de l'UE au second semestre 2017.

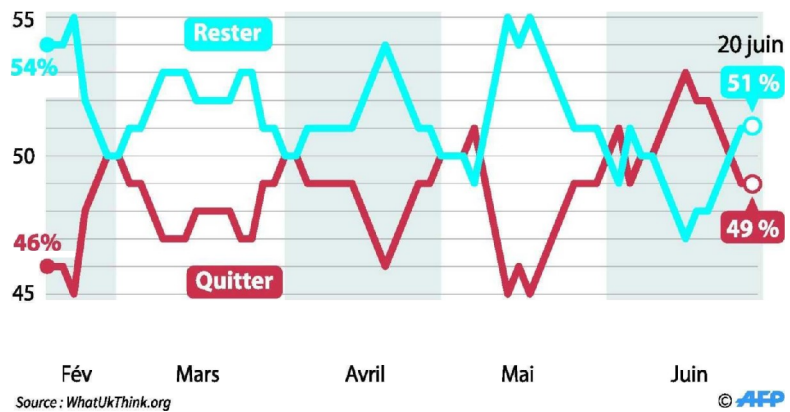
Si le "Leave" s'impose, l'agenda du sommet européen des 28 et 29 juin sera sérieusement chahuté. "Ce sont les chefs d'Etat et de gouvernement qui prendront les choses en main. Mais à ce stade, attendez-vous à une déclaration du genre : 'On regrette cette décision mais on reconnaît le droit du peuple britannique à faire ses propres choix. Avec une phrase soulignant qu'il ne s'agit pas de la fin de l'Union'", prédit un habitué de ces sommets.

"A court terme, la première urgence sera de calmer le jeu et d'envoyer un message aux marchés financiers pour montrer que l'on contrôle la situation, car il faut s'attendre à des turbulences de ce côté-là", enchaîne un de ses collègues.

Et, de son côté, le Parlement européen pourrait tenir une réunion plénière exceptionnelle le 28 au matin.

Gilles Toussaint

### Évolution des sondages depuis février pour rester ou quitter l'UE



## La punition... ou le pragmatisme

■ En cas de retrait, Londres restera un partenaire essentiel de l'UE. Privilégié ou non ?

Si les Britanniques décident de tourner le dos à l'UE, "la balle sera dans le camp de Londres", peut-on entendre du côté du Conseil européen. Certes, mais les suites dépendront évidemment aussi du positionnement qu'adopteront les vingt-sept autres Etats membres. Il y a quelques semaines, le cabinet du président de la Commission, Jean-Claude Juncker, a d'ailleurs organisé "une réunion avec les représentants de quelques pays – dont la Belgique", confie un diplomate. Objectif ? "Tâter le terrain et sonder l'état d'esprit des uns et des autres."

#### Chacun va faire ses comptes

Deux approches vont s'affronter, analysent Charles de Marcilly, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Schuman, et son collègue Pieter Cleppe, du groupe de réflexion "Open Europe". D'un côté, la Commission et la France sont en faveur d'une ligne dure dans les négociations afin de faire passer le message qu'il y a un prix lourd à payer pour se retirer de l'UE. A un an de la présidentielle française et des législatives allemandes, cette attitude traduit une volonté de contrecarrer la poussée des courants populistes opposés à l'intégration européenne comme le FN français, le Parti pour la liberté néerlandais ou encore l'AfD en Allemagne.

A l'inverse, certaines capitales vont plutôt sortir la caculette et éviter de tendre les relations avec un partenaire qui pèse lourd dans leur balance commerciale. "Notre pays réalise beaucoup d'exportations vers le Royaume-Uni depuis les ports d'Anvers et de Zeebruges", rappelle ainsi Pieter Cleppe.

Une fois la poussière retombée, il est probable que les institutions européennes concentrent leurs efforts sur deux ou trois sujets emblématiques jusqu'à la fin de la législature en cours (relance économique, la migration...) afin de démontrer la plus-value de l'Union. L'idée d'une initiative franco-

allemande en matière de sécurité et de défense pour relancer la dynamique communautaire circule, mais elle ne convainc pas tout le monde et devrait dans tous les cas avoir une portée limitée. "Après un référendum perdu et au moment où l'on sent bien que les citoyens n'ont guère d'appétit pour plus d'Europe, ce n'est sans doute pas le moment de lancer un nouveau grand projet", commente une de nos sources.

"Si le maintien passe avec un score étriqué, il est possible que l'on voie émerger une initiative pour repenser en profondeur la relation qui lie les Etats à l'UE, afin d'éviter d'autres référendums

dans le futur au Royaume-Uni ou ailleurs", estime néanmoins M. Cleppe. Avec aussi sans doute la volonté de faire passer le message qu'il n'est pas question de multiplier les exceptions "à l'anglaise" à tous les membres de l'Union. Quoi qu'il en soit, un point met tout le monde d'accord : nous vivons une semaine clef pour la construction européenne. "On est à un moment où il faut se poser la question de ce que l'on fait de l'Europe", conclut Charles de Marcilly.

G.T.

17

#### UN GROS CLIENT POUR LA BELGIQUE

La Belgique a exporté pour plus de 17 milliards d'euros vers le Royaume-Uni en 2014. Avec l'Irlande et les Pays-Bas, elle fait partie des pays les plus touchés en cas de Brexit.

# L'article 50, la clause de divorce

■ Le départ du Royaume-Uni entraînerait le déclenchement d'une procédure inédite.

Si le Brexit vient à l'emporter lors du référendum, le gouvernement britannique devra en tirer les conséquences et signifier à ses partenaires européens que le Royaume-Uni ne désire pas poursuivre l'aventure commune. En vertu du traité de Lisbonne, Londres doit activer la procédure dite de l'article 50 qui déclenche le processus de retrait volontaire et unilatéral d'un pays. Un courrier actant cette décision devra être envoyé au Conseil européen (les chefs d'État et de gouvernement). Celui-ci arêtera alors sa position que la Commission sera chargée de défendre dans les négociations qui s'ensuivront. Les discussions fixant les modalités de ce départ (afin de rompre à l'amiable tous les "contrats" liant le Royaume-Uni à l'UE) pourront alors débiter et devront normalement être bouclées dans un délai de deux ans. Une prolongation d'un an, renouvelable à l'infini, est cependant envisageable, pour autant que cette décision fasse l'unanimité parmi les États membres.

Une fois conclu, l'accord de retrait à

proprement parler devra recueillir une majorité qualifiée au Conseil européen et l'approbation du Parlement européen. Il faudra ensuite négocier le nouveau cadre de ces relations dans le futur... Selon le président du Conseil européen, Donald Tusk, l'ensemble du processus pourrait durer une dizaine d'années.

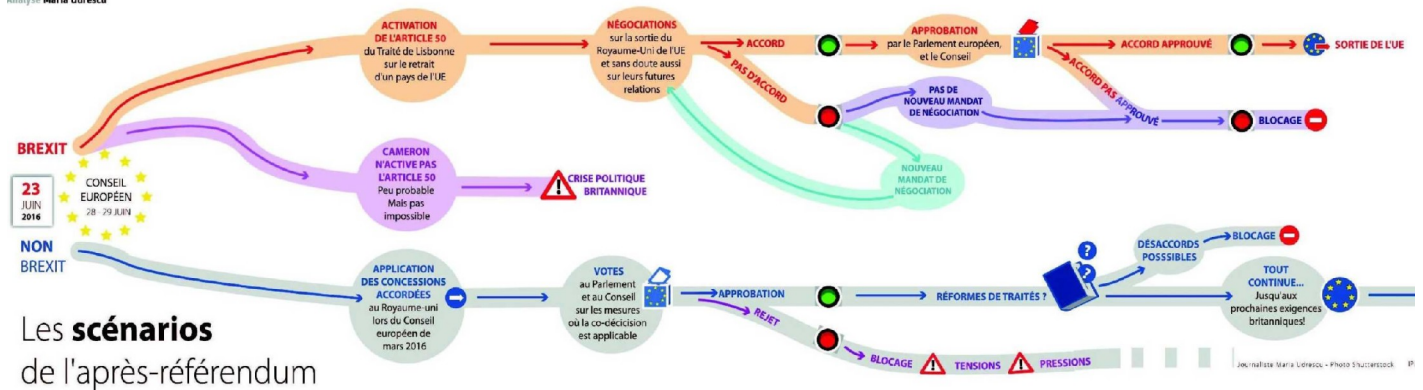
## Terra incognita

Voilà pour la théorie. "En pratique, on sera totalement en terra incognita dans la mesure où ce cas de figure ne s'est jamais présenté", commente un diplomate, soulignant que de nombreuses questions restent pendantes. "On ignore quand le gouvernement britannique décidera d'envoyer cette notification. Si le résultat du référendum est serré, par exemple, un recours est possible. Il faudrait donc attendre. Et si David Cameron tombe, il devra être remplacé. Il faudra voir avec qui on devra négocier et ce que demandera Londres." Certaines capitales préféreraient également négocier la séparation et la définition des nouvelles relations conjointement.

"Des interrogations subsistent aussi sur le processus interne au Royaume-Uni", ajoute Charles de Marcilly, responsable du bureau bruxellois de la Fondation Schuman. "Qui doit signer la lettre en question ? C'est une lourde responsabilité politique... Faut-il passer devant le Parlement ? C'est l'inconnu. Et il existe par ailleurs certaines divergences d'interprétation sur les droits des Britanniques au sein du Conseil et ceux de leurs eurodéputés durant cette période de négociation."

G.T.

Analyse Maria Udrescu



# Comment l'Union et Londres pourraient-ils garder des liens en cas de Brexit ?

## Le modèle norvégien ?

### ■ Membre de l'Association européenne de libre-échange (AELE)

### ■ Membre de l'Espace économique européen (EEE)

- ➔ Accès au marché unique
- ➔ Obligation de respecter la libre circulation des biens, services, capitaux et travailleurs
- ➔ Application de la législation européenne
- ➔ Contribution au budget européen

### WHY NOT, dit l'Union.

### NO WAY, rétorque Londres.

Certes, en se mettant au régime norvégien, le Royaume-Uni opérerait pour la relation avec l'Union la plus étroite possible pour un pays tiers. Mais Steven Blockmans, du Centre for European Policy Studies, souligne que "la Norvège avale n'importe quelle loi de

*l'UE préparée par les Vingt-huit sans avoir son mot à dire sur les négociations et la substance de cette loi. Pour les pro-Brexit, qui acclament le principe de d'autonomie et de souveraineté complète, ce modèle serait inacceptable."*

Si Londres optait toutefois pour cette option, "on ne verrait même pas dans quel intérêt le Royaume-Uni aurait quitté l'UE". En effet, les Britanniques se tireraient une balle dans le pied, notamment pour ce qui est de l'immigration européenne. Ils devraient toujours ouvrir leurs frontières aux citoyens et travailleurs de l'Union, en ayant perdu toute possibilité d'influencer les règles européennes en la matière. Et verser des livres sterling dans la bourse de l'UE sans bénéficier des fonds européens en retour, ou du moins pas autant que les Etats membres.

## Le modèle suisse ?

### ■ Membre de l'AELE

### ■ Signature d'accords bilatéraux pour chaque domaine particulier

- ➔ Accès limité au marché unique
- ➔ Possibilité d'annuler les accords bilatéraux qui ne serviraient plus l'intérêt national
- ➔ Application de la législation européenne pour les domaines visés par les accords
- ➔ Contribution au budget européen

### WHY NOT, dit Londres.

### NO WAY, rétorque l'Union.

Le Royaume-Uni est déjà un fervent habitué des "opt-out" qui lui permettent parfois de picorer dans le menu de l'Union européenne. Le modèle suisse serait donc une sorte de "dream come true" pour les Britanniques,

puisqu'ils pourraient négocier chaque politique séparément avec l'Union (agriculture, environnement, justice, libre-circulation des personnes, etc.).

Mais Londres risque de se voir opposer une fin de non-recevoir de la part l'Union européenne, qui tente depuis des années de se débarrasser de ce système. "Il y a plus de 120 traités entre la Suisse et l'Union, qui ne s'adaptent pas automatiquement lorsqu'il y a un changement de loi européenne. Aussi, beaucoup de ces traités sont liés les uns aux autres par des 'clauses guillotine' qui font que si l'un n'est pas ratifié ou mis à jour, il peut en bloquer d'autres", explique M. Blockmans. "L'UE n'a aucune envie de répéter un système aussi complexe et anachronique."

## Le modèle turc ?

### ■ Membre de l'union douanière

- ➔ Tarif externe douanier commun pour tous les pays membres de cette Union
- ➔ Libre circulation des biens, mais pas des services, des produits agricoles, et des personnes
- ➔ Application des règles européennes dans certains domaines comme la compétition et les aides d'Etat.

### WHY NOT, dit l'Union.

### NO WAY, rétorque Londres.

L'on pourrait imaginer que le Royaume-Uni soit sous le charme d'un tel modèle, puisqu'il lui permettrait de se débarrasser de la libre circulation des travailleurs. Sauf que les Britanniques finiront par réaliser qu'il s'agit d'une "two way street". "Ca veut dire aussi que les travailleurs britanniques n'auraient plus le droit de travailler en Europe", précise Marianne Dony,

présidente de l'Institut d'études européennes de l'Université libre de Bruxelles.

Aussi, l'idée d'un Brexit s'accompagne chez certains du rêve de resserrer les relations avec les pays du Commonwealth. Outre les fantasmes de retrouver la gloire du passé, il s'agirait là surtout d'une question de survie économique. Dans ce cas, "le Royaume-Uni n'accepterait jamais une union douanière", explique M<sup>me</sup> Dony. Car celle-ci l'obligerait à appliquer les mêmes tarifs douaniers aux membres du Commonwealth que ceux définis par cette union douanière pour ces mêmes pays.

De façon générale, pour M. Blockmans, ce modèle turc ne ferait que "saper les acquis des entreprises et des citoyens britanniques. Ce serait une sévère régression en termes de droits. Pourquoi un gouvernement britannique voudrait-il limiter ses propres bénéfices à tel point ?"

## Un modèle britannique sur mesure ?

### YES, s'exclament les Britanniques.

### MAYBE, MAYBE NOT, répond l'Union.

Les "Brexiters" soutiennent que l'UE acceptera de concocter un modèle sur mesure pour le Royaume-Uni. Après tout, il s'agit d'une des plus grandes puissances du continent et les derniers Conseils européens ont montré que les Vingt-sept ne peuvent rien refuser, ou presque, à David Cameron. Mais l'Union risque cette fois de mettre le pied, ou au moins un orteil, dans la porte. "Si on accepte quelque chose totalement sur mesure, quel précédent crée-t-on ?", s'interroge en effet M<sup>me</sup> Dony.

D'autant que les discours portés par les politiciens britanniques à l'égard de certaines populations européennes ne leur valent pas que des amis parmi leurs homologues. "L'accord de retrait du Royaume-Uni de l'Union sera voté à la majorité qualifiée. Mais l'accord concernant des futures relations devra être accepté par tous les Etats membres. Je vois mal la Pologne et la Roumanie faire beaucoup de concessions après tout ce qui a été dit sur leurs travailleurs", pointe M<sup>me</sup> Dony.

Et quand bien même Londres parviendrait à arracher une dernière faveur à l'Union, on se demande ce qui pourrait bien composer le nouveau modèle britannique. "En principe, le Royaume-Uni a déjà ce qu'il veut : l'accès au marché unique, une place à la table de négociations pour définir les règles européennes, des opt-out pour certains domaines, un pouvoir de veto. C'est en quelque sorte un statut norvégien au sein de l'UE, avec le droit de vote. Je ne vois pas ce qu'ils veulent de plus", estime M. Blockmans.

## Liste (non exhaustive) des référendums d'élargissement et d'approfondissement de l'UE

23 avril 1972



**FRANCE**  
sur l'autorisation  
d'élargir les  
Communautés  
européennes à  
de nouveaux  
membres

OUI

10 mai 1972



**IRLANDE**  
sur son  
adhésion

OUI

25 septembre 1972



**NORVÈGE**  
sur son  
adhésion

NON

2 octobre 1972



**DANEMARK**  
sur son  
adhésion

OUI

5 juin 1975



**ROYAUME-UNI**  
sur son maintien  
dans les  
Communautés



















OUI

2 juin 1992



**DANEMARK**  
sur le Traité  
de Maastricht

NON

18 juin 1992  <b>IRLANDE</b> sur le Traité de Maastricht <b>OUI</b>	20 septembre 1992  <b>FRANCE</b> sur le Traité de Maastricht <b>OUI</b>	18 mai 1993  <b>DANEMARK</b> sur le Traité de Maastricht assorti de quatre exemptions <b>OUI</b>	12 juin 1994  <b>AUTRICHE</b> sur son adhésion à l'Union européenne <b>OUI</b>	16 octobre 1994  <b>FINLANDE</b> sur son adhésion <b>OUI</b>	13 nov. 1994  <b>SUÈDE</b> sur son adhésion <b>OUI</b>	28 nov. 1994  <b>NORVÈGE</b> sur son adhésion <b>NON</b>
28 septembre 1994  <b>DANEMARK</b> sur son passage à l'euro <b>NON</b>	7 juin 2001  <b>IRLANDE</b> sur le Traité de Nice <b>NON</b>	19 octobre 2002  <b>IRLANDE</b> sur le Traité de Nice assorti d'un protocole <b>OUI</b>	14 sept. 2003  <b>SUÈDE</b> sur son passage à l'euro <b>NON</b>	2003  <b>MALTE, SLOVÉNIE, HONGRIE, LITUANIE, SLOVAQUIE, POLOGNE, RÉPUBLIQUE TCHÈQUE, ESTONIE, LETTONIE</b> sur leur adhésion <b>OUI</b>		
29 mai 2005  <b>FRANCE</b> sur le Traité constitutionnel <b>NON</b>	1 <sup>er</sup> juin 2005  <b>PAYS-BAS</b> sur le Traité constitutionnel <b>NON</b>	12 juin 2008  <b>IRLANDE</b> sur le Traité de Lisbonne <b>NON</b>	2 octobre 2009  <b>IRLANDE</b> sur le Traité de Lisbonne assorti d'une déclaration <b>OUI</b>	22 janvier 2012  <b>CROATIE</b> sur son adhésion <b>OUI</b>	23 juin 2016  <b>ROYAUME-UNI</b> sur son maintien dans l'Union européenne <b>?</b>	

# Le Royaume-Uni joue avec le feu

■ Quoi qu'en disent les partisans du Brexit, sortir de l'UE est une opération à haut(s) risque(s).

**Prospectives Tristan de Bourbon**  
Correspondant à Londres

**A**ujourd'hui, le Royaume-Uni pourrait sauter dans l'inconnu. Aujourd'hui, les Britanniques pourraient en effet se prononcer par référendum pour une sortie de l'Union européenne. Un tel choix provoquerait un choc dans les capitales du monde entier : la tendance générale des derniè-

res décennies a plutôt été au tissage d'alliances internationales, pas au repli sur soi.

Pourtant, et ce n'est un secret pour personne, l'Europe a toujours été une cause de discordance du côté de Londres. Jamais le pays n'est cependant paru aussi proche de quitter l'Union. Les derniers sondages donnent les deux camps au coude à coude. Les indécis, l'abstention, les derniers débats télévisés et peut-être une actualité consacrée à l'UE pourraient faire pencher la balance. Tout pourrait se jouer à des détails. Et ce malgré les risques majeurs engendrés par l'option Brexit.

*“Si l'Angleterre entraîne l'Ecosse vers la sortie*

*[de l'UE], cela justifierait, selon moi, un autre référendum [sur l'indépendance].”*

**ALEX SALMOND**

Leader historique des nationalistes écossais.

**1** Suicide ou opportunité économique? Les arguments des trois premiers mois de campagne se sont quasi

uniquement concentrés sur les conséquences économiques d'un Brexit. Le camp favorable au maintien dans l'UE ("Bremain") ne cesse de mettre en garde les électeurs contre "un vote pour une récession économique", selon les propos du chancelier de l'Echiquier (ministre des Finances) George Osborne. Selon l'analyse du ministère du Trésor, une sortie de l'UE engendrerait une contraction du produit intérieur brut (PIB) de 3,6% à 6%, un plongeon de la livre sterling d'au moins 12%, une baisse des salaires entre 2,8% et 4%, la destruction de plus d'un demi-million d'emplois, une baisse de 10% de la valeur de l'immobilier, une hausse de l'inflation entre 2,3% et 2,7%, etc. Une véritable "option autodestruction", comme l'a qualifiée le Premier ministre conservateur David Cameron, qui mène également la campagne pour le "Bremain".

Ces arguments font enrager ses adversaires. Chancelier de l'Echiquier sous Margaret Thatcher, Nigel Lawson estime que le gouvernement tente "d'effrayer" les Britanniques et ignore tous les avantages d'un Brexit. Parmi ceux-ci,

les 18 milliards de livres (23 milliards d'euros) que le pays n'aura plus à verser chaque année au budget européen (en réalité, la contribution du Royaume-Uni a été de 11,34 milliards en 2014, NdLR) et les économies réalisées pour les entreprises non exportatrices, qui n'auront plus à respecter la réglementation européenne.

L'ingénieur-entrepre-

neur James Dyson, connu pour avoir inventé les aspirateurs sans sac, s'est déclaré favorable au Brexit. Il rejette l'hypothèse de l'établissement de droits de douanes par les vingt-sept, l'un des arguments économiques forts du camp du maintien. "L'UE commettrait un suicide commercial en mettant en place une barrière douanière de 10%, comme l'a dit David Cameron, vu que nous en importerions aussi une en réponse. Nous importons 100 milliards de livres par an depuis l'UE et nous ne leur exportons que 10 milliards. [...] Nous gagnerions donc 18,5 milliards de livres par an."

Difficile en effet d'imaginer les constructeurs automobiles Mercedes-Benz et Volkswagen laisser Berlin entamer une guerre commerciale avec Londres,

dont leurs ventes seraient les premières victimes.

**2 Un démantèlement du Royaume-Uni.** L'Angleterre semble partie pour voter fortement en faveur du Brexit. Elle se différencie du reste du royaume puisque les sondages montrent depuis longtemps le plus grand attachement à l'UE de l'Ecosse, de l'Irlande du Nord. Le pays de Galles est plus partagé sur la question puisque les deux camps semblent à égalité (40% chacun). La divergence est bien plus nette chez leurs voisins: 26 points de pourcentage d'avance pour le maintien en Ecosse (56% contre 30%) et 24 points en Irlande du Nord (44% contre 20%).

Les nationalistes écossais au pouvoir à Edimbourg se sont jetés sur cette aubaine. "Si on se retrouve dans la situation où l'Ecosse vote pour rester et le reste du Royaume-Uni ou l'Angleterre entraîne l'Ecosse vers la sortie, cela justifierait selon moi un autre référendum", a fait savoir l'ancien Premier Ministre écossais et leader historique du parti national écossais (SNP) Alex Salmond.

"Cette situation est tout à fait envisageable en raison de la différence démographique entre les différentes régions", ex-

plique Richard Rose, professeur de politique à l'université de Strathclyde. "En termes de population, l'Angleterre représente 5/6 de l'électorat total. Cela signifie que si l'Angleterre vote à 53% pour le Brexit, cela devrait être suffisant pour as-

surer une sortie de l'UE contre la volonté des autres nations. Cette divergence serait désastreuse pour le pays: elle serait le signe flagrant d'un royaume désuni."

**3 Une situation inconfortable pour tous les partis.** En donnant la possibilité aux Britanniques de choisir leur destinée, un geste démocratique rare motivé par l'intention de marginaliser l'aile la plus eurosceptique de son parti, David Cameron personnellement s'est placé dans l'embarras. Il a également exposé les fractures du parti conservateur. Son avenir politique demeure donc totalement incertain (voir p. 11).

Favorable au maintien dans l'UE, le Labour risque de subir une vraie dou-

che froide: selon les derniers sondages, 26% des électeurs travaillistes soutiennent un Brexit. Ceux-ci pourraient analyser la position de leur parti comme la confirmation du décalage grandissant entre les considérations des élus et des travailleurs les moins aisés. Et donc se jeter dans les bras du Parti pour l'indépendance du Royaume-Uni (Ukip). De son côté, le parti de Nigel Farage risque, paradoxalement, d'avoir du mal à se remettre d'un Brexit, dont il a été le grand promoteur ces dernières années. Il devra en effet se trouver une nouvelle cause ou grandir en attirant dans ses filets les députés conservateurs agacés par l'euroscpticisme mesuré de David Cameron.

# Les principaux arguments de la campagne des deux camps passés au crible

## Les immigrés font peser une pression intenable sur les services publics

Les logements sociaux, les écoles et les hôpitaux ont dépassé leurs capacités d'accueil. Pour les "Brexiters", la demande supplémentaire imposée par les immigrés en est responsable. Depuis 2004, le Royaume-Uni a accueilli 1,25 million de personnes, dont 270 000 ressortissants européens, rien que l'an dernier. Mais si les services publics sont noyés, la faute en revient d'abord au gouvernement : celui-ci ne dépense pas dans les services publics leur contribution financière positive à l'économie – reconnue par l'Organisation de coopération et développement économiques (OCDE) – et a au contraire fortement taillé dans leurs budgets.

**FAUX**

## La sécurité du pays serait menacée en cas de Brexit

"Il est important de se demander qui serait content si nous quittions l'UE", s'est demandé en direct à la télévision David Cameron. "[Le président russe] Vladimir Poutine serait content, j'imagine que [le chef de l'Etat islamique] Abou Bakr al-Baghdadi serait content."

**FAUX**

A vrai dire, comme l'a justement rappelé

Boris Johnson, sur le plan militaire, ce n'est pas l'UE, mais le parapluie de l'Otan qui protège le Royaume-Uni – un pays qui possède l'arme atomique. Et ses services de renseignement misent beaucoup sur la collaboration avec les "Fives Eyes" (Etats-Unis, Canada, Australie, Nouvelle-Zélande et Royaume-Uni, donc) qui collaborent dans le domaine de la surveillance des communications. Et rien ne dit que l'UE cesserait de partager des informations – sur les données des passagers aériens, par exemple – avec Londres, en cas de Brexit.

## PARTIELLEMENT VRAI

# 3

### BANANES PAR RÉGIME, ET PAS PLUS, ORDONNE L'UE

L'ancien maire de Londres Boris Johnson, partisan du Brexit, a affirmé que les normes européennes interdisent la vente de régimes "de plus de deux ou trois bananes", expliquant que "ce n'est pas un domaine où une institution supranationale doit dicter l'action des Britanniques". Tout consommateur peut se rendre compte que cette affirmation est totalement erronée. Elle est pourtant partiellement vraie : les producteurs étrangers ne sont autorisés à exporter en Europe que des bananes présentées à l'unité ou en bloc de plus de quatre bananes, sans que cela n'influe sur la vente en magasin.

## "L'immigration de masse est désespérément hors de contrôle."

**NIGEL FARAGE, LEADER DU UKIP (PRO-BREXIT)**

Oui, le Royaume-Uni est un pays attractif pour les migrants : le chômage y est bas, on y trouve plus facilement du travail (à bas salaire) qu'ailleurs dans l'UE et l'anglais est la "lingua franca" mondiale. Et, de fait, 270 000 ressortissants européens sont entrés au Royaume-Uni en 2014, dont de plus en plus de Bulgares et de Roumains, désormais

**FAUX**

admis sur le territoire en vertu du principe européen de libre circulation des travailleurs. Si le Royaume-Uni quitte l'UE, il pourra leur fermer sa porte – ce ne serait pas malin, il risque d'en avoir besoin. Mais s'il reste, David Cameron a obtenu des Vingt-sept le droit d'activer une clause de sauvegarde de sept ans sur certaines aides sociales pour les nouveaux migrants. Quant aux immigrants non-européens, et surtout les réfugiés de confession musulmane, qui, selon M. Farage, menacent d'envahir le pays : le Royaume-Uni (une île, rappelons-le) ne fait pas partie de l'espace de libre circulation Schengen. Et il a conclu avec la France un accord qui, dans les faits, repousse sa frontière à Calais, où sont "filtrés" les migrants qui peuvent entrer en Grande-Bretagne. Accord qui serait caduc en cas de Brexit. Donc : non, l'immigration n'est pas "hors de contrôle".

## Hors de l'UE, le Royaume-Uni en aura fini avec la législation européenne

Si le Royaume-Uni sort de l'Union européenne, le gouvernement et Westminster ne devront plus se plier à la pléthorique législation européenne, avancent les partisans du Brexit. Ce sera vrai dans quantité de matières. Mais si les Britanniques veulent conserver leur accès au marché unique européen, ils devront en respecter les règles déjà passées... et devront se plier aux règles futures sans avoir leur mot à dire.

**VRAI ET FAUX**

# 76

### MILLIONS DE TURCS S'APPRÊTENT À ENTRER DANS L'UNION EUROPÉENNE

Archi-faux. La Turquie "ne s'apprête pas" à rentrer dans l'UE, comme le prétendent les "Brexiters".

**FAUX**

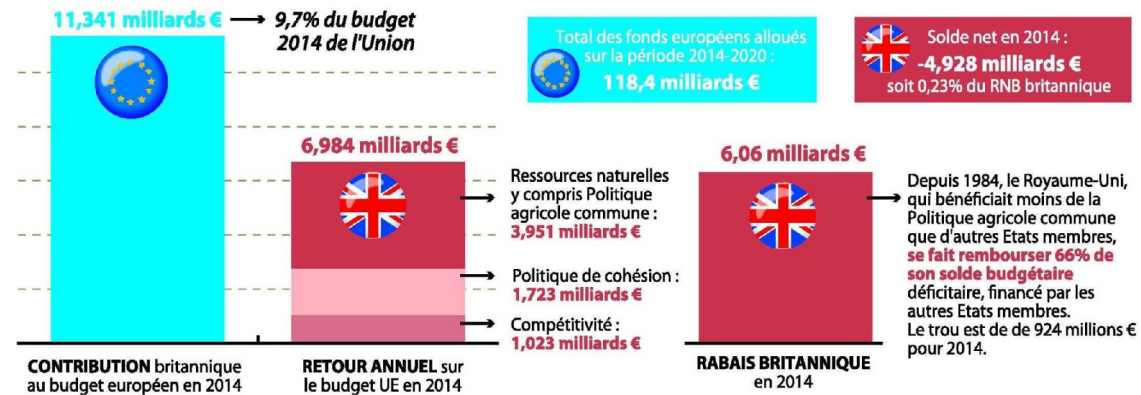
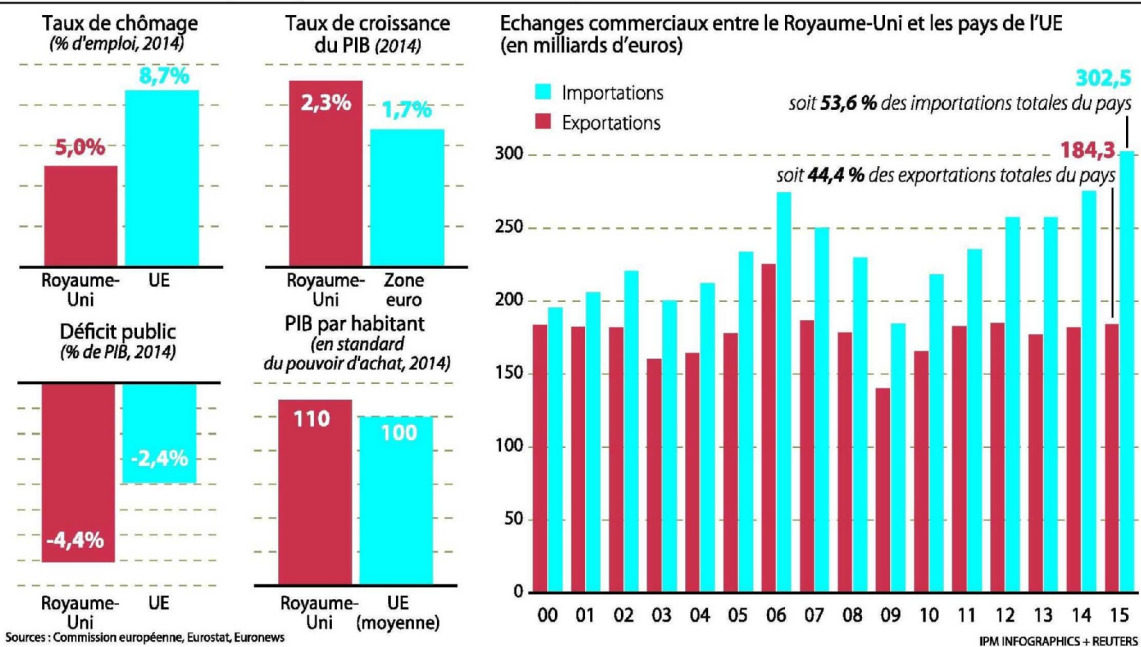
Certes, elle est candidate à l'adhésion depuis 1999 et a entamé les négociations depuis 2005. Depuis, seuls 15 des 35 chapitres de négociations (et pas les plus sensibles) ont été ouverts. Un seul a été fermé. De plus, l'évolution autoritaire du président turc Recep Tayyip Erdogan éloigne plus encore la perspective d'une adhésion turque, fût-ce à moyen terme. En revanche, les ressortissants turcs pourraient entrer dans l'UE dans quelques mois, sans visa, en contrepartie de l'accord migratoire passé entre Ankara et l'UE.

# 4300

### LIVRES PAR AN EN MOINS POUR LES FOYERS BRITANNIQUES EN CAS DE BREXIT

C'est ce qu'affirme le chancelier de l'Echiquier, George Osborne, se basant sur une étude du ministère britannique des Finances. Un Brexit ferait chuter le PIB britannique de 6,2% par an. Difficile de confirmer ces données, tant que l'on ne sait pas quelle serait la relation du Royaume-Uni avec l'UE, en cas de Brexit (*lire pp. 6-7*).

?

**Le Royaume-Uni profite bien du budget européen****Le match économique Royaume-Uni / Union européenne**

# Le Royaume-Uni, partenaire tumultueux des Européens

■ Tout le monde aime les Britanniques, mais qu'est-ce qu'ils nous emm...

**Évocation Christophe Lamfalussy**

**D**ans les années 90, un éminent professeur de sciences politiques britannique fut interpellé sur ce que l'Union européenne (UE) pouvait attendre du Royaume-Uni. La question était longue et embrouillée. Il respira profondément, planta son regard dans le sol puis lâcha un seul mot : "Trouble" ("Des ennuis")

"Des ennuis", l'UE n'a pas cessé d'en avoir avec ce pays entré dans le club en

1973 et qui, depuis, ne cesse de réclamer des conditions spéciales. La liste des options d'exemptions, ou "opt-out", est longue. Le Royaume-Uni n'a pas adopté l'euro, reste en dehors de l'espace Schengen, refuse la Charte des droits fondamentaux et ne participe qu'à la carte, et selon son bon vouloir, à une politique européenne en matière de visas, d'asile et d'immigration.

**Le rêve de Winston Churchill**

Tout avait pourtant bien commencé avec ce discours de Winston Churchill à Zürich le 19 septembre 1946 où le Premier ministre britannique appelait de ses vœux, sur les décombres de la Seconde Guerre mondiale, la constitution

*"Chaque fois qu'il nous faudra choisir entre l'Europe et le grand large, nous choisirons toujours le grand large."*

**WINSTON CHURCHILL**

Le Premier ministre britannique, à Charles de Gaulle, en 1944.

de "quelque chose comme les Etats-Unis d'Europe". L'homme d'Etat souligna combien le président américain Truman était favorable à cette idée et qu'il n'y avait pas d'autre destin que de se réconcilier avec l'Allemagne.

Dans une lettre publiée le 16 juin par le quotidien "The Times", le duc de Wellington, descendant de l'un des vainqueurs de la bataille de Waterloo, et Sir Nicholas Soames, petit-fils de Winston Churchill, soulignent cet héritage et affirment que les Britanniques "ne peuvent échapper aux leçons de l'histoire, c'est-à-dire que l'Europe succombe à ses divisions quand la Grande-Bretagne tourne le dos à notre continent".

Mais la génération qui a connu la débâcle européenne du siècle passé s'efface progressivement.

Il fallut trois tentatives pour faire entrer le pays dans la Communauté économique européenne (CEE). Les deux premières, sous la houlette du Premier ministre conservateur Harold McMillan en 1963, puis sous l'impulsion du Travailleur Harold Wilson en 1967, subirent un veto catégorique du général de Gaulle. Les négociations avaient été difficiles, la délégation britannique réclamant déjà des dérogations, notamment sur les tarifs douaniers.

La troisième fut la bonne, en 1973, grâce à Edward Heath et après le départ du général français. En 1975, les Britanniques votèrent, une première fois, à 67 % pour le maintien à la CEE.

#### "I want my money back"

Le long règne de Margaret Thatcher, de 1979 à 1990, fut certainement la période la plus chaotique de la relation des Européens avec Londres. En même temps, elle fut la plus productive en avancées européennes comme si la Dame de fer avait galvanisé par ses oppositions les autres membres de la CEE.

En 1984, M<sup>me</sup> Thatcher obtint le rabais sur sa contribution au budget européen (après avoir martelé "I want my money back" - "Je veux mon argent"). En 1988, dans son célèbre discours de Bruges, elle s'oppose à une Europe fédérale.

Mais dans le même temps, en 1986, le Premier ministre britannique approuve la construction de l'Eurotunnel, puis laisse les Européens créer leur monnaie unique, une première expérience d'Europe à géométrie variable.

Beaucoup moins tempétueux, son successeur John Major se résolut à renforcer l'influence britannique au sein des institutions européennes, plutôt que de jouer l'opposition. Il accepta même dans le Traité de Maastricht, en 1992, le principe renouvelé d'une "Union sans cesse plus étroite" entre les peuples européens, que David Cameron refuse aujourd'hui. Tony Blair (1997-2007) poursuivit dans la même voie, persuadé que le Royaume-Uni avait plus à gagner à être au cœur de l'Union qu'à l'extérieur.

Tony Blair s'oppose toutefois en 2004 à la désignation du Premier ministre belge Guy Verhofstadt à la tête de la Commission européenne, malgré les appuis de la France et de l'Allemagne, tout comme John Major avait mis son veto à la nomination au même poste de Jean-Luc Dehaene dix ans plus tôt.

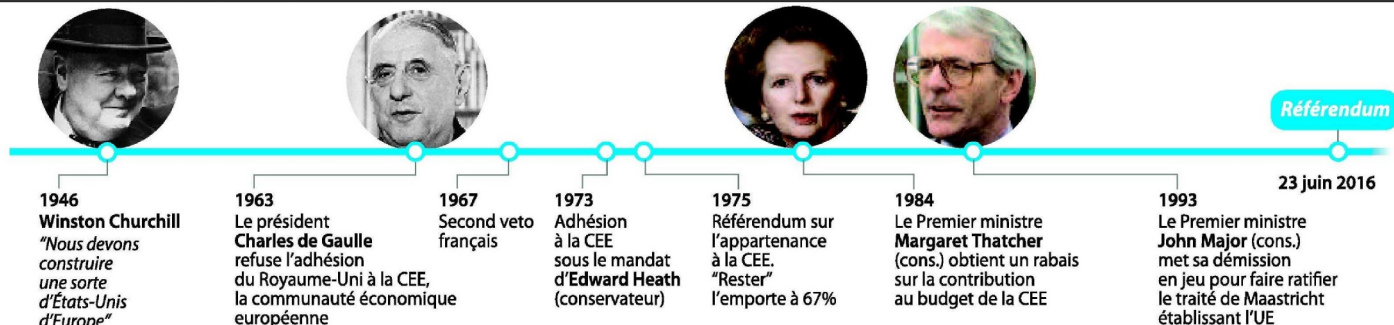
#### La percée de l'Ukip

Le leader travailliste propose de soumettre à référendum le traité constitutionnel adopté la même année, puis renonce.

Car dans le débat politique britannique, l'appartenance à l'Europe reste un sujet controversé. Le tabloïde "The Sun", propriété du magnat australo-américain Rupert Murdoch, est farouchement anti-européen tandis que des partis eurosceptiques comme l'Ukip (Parti de l'indépendance du Royaume-Uni) commencent à émerger. En 2013, ce parti qui milite pour le retrait du Royaume-Uni de l'Union devient le troisième parti aux élections locales, derrière les tories et les travaillistes. David Cameron avait pourtant annoncé quelques mois plus tôt un référendum sur le Brexit, pour éviter le glissement des voix du parti conservateur vers l'Ukip.

Fameux coup de poker qui aura lieu ce jeudi 23 juin.

### Une relation longtemps ambiguë avec l'Europe



# Inamicalement vôtre, ou les destins croisés de Cameron et Johnson

*“Je suis encore ami avec Boris, mais peut-être plus si bon ami.”*

**DAVID CAMERON**

Après que l'ancien maire de Londres lui a fait savoir, par SMS, qu'il ferait campagne sur le Brexit quelques minutes avant de l'annoncer à la presse.

*“J'avais la sensation qu'il [...] me l'avait piquée [la direction du parti conservateur].”*

**BORIS JOHNSON**

Dans la chronique qu'il tenait dans le “Daily Telegraph”, parlant de la désignation de David Cameron à la tête des tories.

■ Le Premier ministre et l'ex-maire de Londres sont les deux hommes forts, rivaux, des tories.

**Portraits croisés Tristan de Bourbon**  
Correspondant à Londres

Certains mythes ont la vie dure. Comme celui de l'amitié de trente ans entre le Premier ministre britannique David Cameron et l'ancien maire de Londres Boris Johnson. Les biographies des deux hommes forts du parti conservateur précisent qu'ils ont tous deux fréquenté le plus prestigieux collège privé du pays, Eton, avant de se retrouver à Oxford. Et plus particulièrement au sein du Bullingdon Club, le plus élitiste des clubs de l'université. Dans une photo prise en 1987, les jeunes Boris et David, vêtus d'un costume coupé sur mesure, apparaissent ainsi au milieu d'un groupe de dix étudiants.

Il est pourtant probable qu'ils se connaissaient à peine. Boris étant de deux ans l'aîné de David, ils se sont au mieux croisés à Eton. A Oxford et Bullingdon, ils avaient peu en commun. Etudiant réputé pour son excellence, en comparaison avec le besogneux David, Boris détonnait par son origine sociale relative-

ment modeste par rapport à celle de ses compagnons : il ne put financer ses études qu'à l'aide des bourses obtenues grâce à la détermination de son père. David était, lui, le fils d'un riche gestionnaire de fonds et un descendant éloigné du roi William IV. Tandis que le Premier ministre cherche à se fondre dans l'image de l'Anglais moyen pour être accepté des électeurs, et n'avoue que du bout des lèvres avoir appartenu au Bullingdon Club, Boris en relate les exploits. Deux bagages culturels et sociaux différents et deux stratégies divergentes.

**Rivalité pour le leadership conservateur**

L'un comme l'autre sont entrés à Westminster en 2001. Dès l'élection de David Cameron à la tête du parti en 2005, l'ambiguïté de leur relation commence à apparaître. Dans l'une de ses chroniques publiées en octobre 2005, Boris Johnson rappelle : “Au cours des mois précédents, j'ai perdu le compte des gens qui m'ont demandé pourquoi je ne me présente pas pour la direction du parti.” Il décrit ensuite leur stupéfaction lorsqu'il leur annonce son soutien à la candidature de David. Et finit par écrire : “J'avais la sensation qu'il me l'avait piquée.”

Pendant les années qui suivent, leurs

contacts s'avèrent courtois. Jusqu'à ce qu'en octobre 2010, celui qui est devenu maire de Londres explique que la politique du Premier ministre risque d'aboutir à un “nettoyage social de Londres du genre Kosovo”. Le porte-parole du 10 Downing Street fait savoir que David Cameron est “hérissé de colère”. Il ne fait déjà plus guère de doute que Boris ne fera pas de cadeau à son “ami”, qui fait tout juste figure d'allié. Celui-ci en aura la confirmation en février 2016. Boris Johnson “a annoncé à Cameron son choix de rejoindre le camp du Brexit neuf minutes avant son officialisation, explique la journaliste Sonia Purnell, auteur d'une biographie de l'ex-maire de Londres. Il l'a prévenu par SMS. Je ne pense pas que cela montre le plus grand respect envers lui.” Dans la foulée, David assure : “J'ai le plus grand respect envers Boris en tant que politicien et c'est un grand ami.” Avant d'admettre il y a quelques semaines : “Je suis encore ami avec Boris, mais peut-être plus si bon ami.”

**Duel à distance, pour le référendum**

Depuis le début de la campagne du référendum, il y a quatre mois, aucun des deux camps n'a en effet lésiné sur les moyens pour entamer la crédibilité de l'adversaire. David et Boris ont cependant veillé à ne pas s'attaquer personnellement et surtout à ne pas s'opposer à la télévision. Boris Johnson a ainsi débattu mardi soir avec le nouveau maire, travailliste, de Londres, Sadiq Khan, tandis que le Premier ministre a répondu aux

mêmes questions que Nigel Farage (leader du Ukip) et son ministre de la Justice

(pro-Brexit), Michael Gove. Les fractures au sein du parti conservateur étant désormais apparentes, David Cameron et Boris Johnson ne peuvent pas apparaître comme ses fossoyeurs. Le risque est trop grand de revivre la guerre interne au parti qui avait suivi la ratification du traité de Maastricht par le Premier ministre Major en 1993.

#### **Boris attend son heure**

Les attaques personnelles étaient d'autant moins nécessaires que, quel que soit le résultat du référendum, David Cameron devrait rester en poste. En cas de Brexit, le Premier ministre sera en effet chargé de négocier la sortie de l'UE. Pas sûr que Boris Johnson ait envie de se brûler les ailes à cette tâche périlleuse. Après avoir gagné le soutien de nombre de membres du parti grâce à son positionnement contre l'establishment en faveur du Brexit, ce qui lui a aussi permis d'effacer partiellement son image d'homme de la capitale, il fait en effet figure de grand favori pour être le prochain leader du parti.

Fin stratège, il préférera sans doute laisser David Cameron en place pour prendre sa place en 2018 ou 2019. En cas de maintien dans l'UE, le travail du leader tory ne sera pas moindre. Malgré une autorité fortement entamée, David devra recoller un parti déchiré. Au sein duquel Boris attend son heure.

### **3 Questions à**

#### **CORRADO SCIOLLA**

Président "Europe & Global Telecom Markets" du groupe britannique BT. M. Sciolla était de passage, mercredi, à Bruxelles.

**1 Dans quelques heures, nous connaissons le résultat du référendum. Redoutez-vous, en cas de victoire du "Brexit", un scénario catastrophe sur le plan économique ?**

*Chez BT, nous espérons évidemment que ce scénario du Brexit ne se réalisera pas. C'est dans l'intérêt des Britanniques de rester au sein de l'Union européenne. Du point de vue spécifique de BT, c'est-à-dire d'un groupe actif au plan international, le résultat du référendum ne changera pas vraiment les choses. D'un côté, nous sommes actifs en Grande-Bretagne en tant qu'opérateur télécoms classique. Brexit ou pas, ça restera le cas. De l'autre côté, nous offrons des services globaux à l'échelon international. BT est présent dans 180 pays, avec de nombreux clients situés en dehors de l'Union européenne. Là aussi, nous continuerons à le faire quoi qu'il advienne.*

**2 La direction et les syndicats de BT ont affiché publiquement leur soutien en faveur du maintien de la Grande-Bretagne au sein de l'UE. C'était nécessaire ?**

*Oui, parce que nos liens avec le marché européen sont très étroits et que nous voulons continuer à saisir toutes les opportunités qu'offre ce marché unique. C'est un atout considérable pour des groupes comme le nôtre. Nous ne voyons aucune raison à sortir de l'Union européenne.*

**3 Comment expliquez-vous ce désamour entre une large proportion de la population britannique et l'Europe ?**

*Ce désamour n'est pas propre aux Britanniques. Vous retrouvez des expressions de rejet dans d'autres pays, comme en France ou en Italie. Mais cette contestation, le plus souvent, n'est pas liée aux avantages de l'intégration économique européenne. Elle tient davantage à des peurs ponctuelles, comme celle de l'immigration.*

**P.-F.L.**